

# Union européenne - Premiers pas d'une gauche nouvelle... anticapitaliste

dimanche 7 juin 2009, par [MALEWSKI Jan](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mai 2009).

## Sommaire

- [Paysage après défaites](#)
- [Une combativité nouvelle](#)
- [Nouveaux partis dans la \(...\)](#)
- [De la défense des salariés à](#)
- [Le Parti polonais du travail](#)

Adopté dans la foulée de la restauration capitaliste en Europe centrale et orientale, le traité de Maastricht (1992) fut un accélérateur du processus de libéralisation à l'échelle de l'Union européenne (UE). Les traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (2000) n'ont pas rebroussé chemin, au contraire. Il a aussi ouvert la voie d'un élargissement de l'UE sous la domination du capital, qui a conduit à l'Union à 27. En 2000, à la veille de l'élargissement, l'Union européenne adopte « l'Agenda de Lisbonne » dont deux des piliers sont le renforcement de la flexibilité, des déréglementations et de la concurrence ainsi que le report de l'âge de la retraite... En 2005, dans son « programme pour la croissance et pour l'emploi » (sic), la Commission européenne met les points sur les « i » : « *La Commission travaillera (...) pour exploiter le capital humain mondial et extraire les richesses de ses connaissances* ». Malgré les rejets populaires de ces politiques à travers les votes français, néerlandais et irlandais, patronat et gouvernements libéraux ont continué leur chemin de démantèlement des droits sociaux, de mise en concurrence des salariés pour la recherche de la profitabilité maximale. Comme l'écrit Raoul Marc Jennar, l'Union européenne « *c'est essentiellement et avant tout un cadre juridique contraignant pour revenir sur les acquis démocratiques enregistrés depuis 1789 et pour saper ce que le mouvement ouvrier avait obtenu dans chaque pays en cent ans de luttes* » [1].

## Paysage après défaites

Dans la « vieille Europe » (occidentale) le mouvement ouvrier était en défensive. Ses références idéologiques étaient atteintes par l'effondrement de ce que sa grande majorité identifiait — en l'idéalisant ou en le critiquant — avec le « socialisme ». Les habitudes de ses appareils bureaucratiques de concertation avec « l'État providence » étaient remises en cause par la brutalité de l'attaque capitaliste et ses dirigeants ne trouvaient plus du « grain à moudre » et s'enfonçaient dans l'accompagnement des politiques des institutions bourgeoises. Le nombre des syndiqués a baissé, même dans les traditionnels « bastions » du syndicalisme de l'Europe du nord. Les partis dominants la gauche traditionnelle ont intégré l'effondrement du « socialisme réel » et abandonné leurs velléités de transformation sociale, que ce soit par des réformes graduelles ou par la révolution. De plus en plus le mouvement ouvrier traditionnel vieillissait : les jeunes générations de salariés, majoritairement précaires, n'y voyant plus un outil pour se défendre, ne le rejoignaient plus massivement.

Dans les pays issus du glacié soviétique, où les citoyens furent durant des décennies coupés du monde — le mur de Berlin en constituait un symbole — la population aspirait à l'ouverture des frontières et à un « retour en Europe », identifié avec la démocratie et le niveau de vie de la Suède ou de l'Allemagne occidentale. Ses aspirations à la démocratie et à la satisfaction des besoins sociaux — que la dictature bureaucratique renvoyait sans cesse à un « avenir radieux » — ont été dévoyées par les élites qui trouvaient ainsi l'occasion de stabiliser leur domination en s'emparant de la propriété. Elle subissait aussi la « crise du monde vécu » — un changement rapide et profond des rapports sociaux qui bouleversait les habitudes de la vie et la « débrouillardise » apprise pour vivre dans ces « *pays du mensonge déconcertant* ». La confusion idéologique battait tous les records, d'autant plus que la « démocratisation » s'accompagnait d'une politique d'austérité légitimée par les anciens opposants au stalinisme et allait de pair avec une paupérisation des travailleurs, une explosion des inégalités sociales et le chômage de masse (une nouveauté).

A l'Est, le mouvement syndical avait été profondément intégré dans l'appareil étatique. Ce n'est qu'en Yougoslavie que les syndicats disposaient de quelques marges de manœuvre, à l'échelle des entreprises, du fait des acquis autogestionnaires de la rupture de la direction yougoslave avec Staline. Les nouveaux syndicats — issus en général des mouvements démocratiques de la fin des années 1980, à l'exception du syndicalisme polonais produit par la montée révolutionnaire antibureaucratique en 1980-1981, mais très affaibli par la dictature militaire dès 1982 — n'avaient pas d'expériences et étaient perdus dans la confusion idéologique. Face aux attaques gouvernementales contre les acquis sociaux des salariés — en particulier les très larges services publics, délabrés mais encore largement subventionnés — et à la privatisation des entreprises, souvent mises en faillite par des opérations comptables, ils étaient au mieux désemparés quand ils ne les accompagnaient pas. De plus, dès 1989, les syndicalistes de l'Est ont été « formés », sous l'égide des bureaucraties syndicales occidentales, à la « concertation », présentée comme relevant de la « *modernité* » et du « *modèle démocratique* ».

L'intégration au sein de l'Union européenne de ces pays, où les salaires directs étaient plus bas, surtout après les manipulations subies par le taux de change de leurs monnaies, a ouvert au capital européen la voie des délocalisations concurrentielles, exerçant une pression sur tous les salaires en Europe.

A froid, sans affrontements de grande échelle, la classe ouvrière européenne avait subi une défaite de taille.

## **Une combativité nouvelle**

L'arrivée du paroxysme de la crise capitaliste depuis septembre 2008 n'a fait qu'accentuer les attaques des gouvernements contre la classe ouvrière.

Vingt ans après l'effondrement du prétendu « socialisme réel » ces attaques doivent affronter une nouvelle génération de salariés, qui n'ont pas plié sous les défaites et les désillusions du passé. Cette génération nouvelle n'a connu du capitalisme que son modèle néolibéral, elle aspire à un avenir meilleur qu'elle n'identifie pas à un « État providence ». Travaillant souvent avec des contrats précaires et voyant la précarité se répandre autour, elle est plus distante que ses prédécesseurs vis-à-vis des directions syndicales traditionnelles, dont l'imaginaire se limite trop souvent aux rapports de travail issus du « modèle fordiste ». Elle échappe donc plus largement au contrôle des appareils syndicaux conservateurs, manifeste plus de détermination et de combativité. En son sein, ceux qui se tournent vers les syndicats gardent une attitude insoumise envers les dirigeants.

Depuis les grands mouvements de grève de décembre 1995 en France les luttes ouvrières se

multiplient et se radicalisent, parfois elles remportent des victoires partielles. En Slovénie, la mobilisation syndicale a réussi à empêcher une augmentation de la TVA des produits et services courants (le gouvernement voulait la faire passer de 8,5 % à 20 %) en 2005. En France, le gouvernement De Villepin a dû retirer son « contrat de premier emploi » en avril 2006 ; en Allemagne la grève des conducteurs de trains a fait reculer le gouvernement Merkel en 2007 ; en Pologne, après 46 jours de grève avec occupation les mineurs de KWK Budryk ont obtenu l'égalité des salaires avec leurs collègues de la Société minière de Jastrzebie en 2008, ouvrant la voie aux revendications salariales. Plus récemment, début 2009, les gouvernements islandais et letton sont tombés à la suite de manifestations populaires massives. Aux Antilles françaises — en Guadeloupe et en Martinique — les grèves générales ont arraché une augmentation des bas salaires et allocations de 200 euros. Mais les attaques se poursuivent et la majorité des luttes ne sont pas victorieuses.

Ces derniers mois les mouvements sociaux se sont multipliés. En Grèce la jeunesse s'est insurgée en décembre 2008. Des manifestations impressionnantes ont déferlé à travers l'Europe contre le transfert des coûts de la crise sur les salariés. Des grèves générales en Grèce, en France, au Portugal, en Italie, en Islande, en Lettonie... ont témoigné d'une large volonté populaire de résister au déferlement de licenciements et fermetures d'entreprises, de s'insurger aussi contre la mise à la disposition des banques et des grands établissements européens de centaines de milliards d'euros visant, au bout du compte, à maintenir leur taux de profit, alors que des centaines de milliers de travailleurs supplémentaires ont été jetés sans ménagement dans le chômage et la précarité.

Si les grèves sont souvent déterminées — les occupations d'usines et les séquestrations des patrons se multiplient — elles restent isolées les unes des autres. Les grèves générales — sauf dans les colonies françaises — restent limitées à une journée, même si elles sont largement suivies. Les directions syndicales dominantes, — disposant d'une capacité de centralisation et d'une crédibilité suffisante pour construire un mouvement d'ensemble — tentent d'éviter la confrontation et, dans le meilleur des cas, utilisent la mobilisation pour négocier à l'abri des regards.

Les partis de la gauche traditionnelle — surtout les partis sociaux-démocrates, car les partis communistes ont été historiquement affaiblis (France) ou ont rejoint la social-démocratie libérale (Europe centrale et orientale), quand ils ne l'ont pas doublé sur la droite (Italie) — se sont soumis aux politiques néolibérales, laissant un vide de la représentation ouvrière.

C'est dans cette situation qu'une nouvelle gauche est en train d'émerger. Cette émergence, marquée par la diversité des expériences selon les pays et par des rythmes différents du recul du mouvement ouvrier traditionnel, est loin de prendre les mêmes chemins. Dans certains pays ce sont les militants issus de la tradition des partis communistes ou rompant avec la social-démocratie qui marquent les nouveaux partis par leur culture politique, ailleurs ceux issus de la tradition révolutionnaire donnent le ton, enfin — surtout en Europe centrale et orientale — on voit apparaître des organisations politiques nouvelles issues de l'expérience des luttes ouvrières des dernières décennies. Depuis les années 1990 cette émergence a été marquée par des avancées et des reculs, mais la gauche anticapitaliste européenne continue à construire son réseau et sera présente dans plusieurs pays aux élections européennes de juin prochain.

### **Nouveaux partis dans la « vieille Europe »**

Dans la « vieille Europe » occidentale, où au cours des années 1960-1970 on a assisté à une grande diversité de ruptures à gauche du stalinisme et de la social-démocratie, des organisations de la gauche révolutionnaire renforcées par elles sont parvenues à s'imposer. Elles peuvent jouer un rôle important dans la construction de nouveaux partis de gauche anticapitalistes, leur transmettant

expériences et élaborations, assurant ainsi une continuité avec l'histoire du mouvement ouvrier. Mais même dans ce cas l'apparition d'une nouvelle gauche prend des chemins divers.

Apparue en 1989 au Danemark, la Enhedslisten : de rød-grønne (La liste de l'unité : les rouges et les verts, appelée aussi Alliance rouge et verte ou ARV), en regroupant les Socialistes de gauche (Venstresocialisterne, VS), le PC danois et le Parti socialiste des travailleurs (SAP, section danoise de la IV<sup>e</sup> Internationale), peut être considéré comme le précurseur de ces nouveaux partis. Présente au Parlement danois depuis 1994, l'ARV a plus de 4 500 militant(e)s et a marqué la scène politique par son mot d'ordre « le peuple, pas le profit ! ». En 2008, empêtrée dans les débats internes, l'ARV a connue un tassement électoral et a laissé un espace que le parti social-démocrate de gauche a occupé.

En Italie, où les courants révolutionnaires importants issus de la radicalisation du « mai rampant » se sont pour une large part effondrés au début des années 1980, le renouveau de la gauche s'est traduit par le réflexe d'une minorité communiste, voulant préserver leur tradition, lorsque la majorité du PCI, second parti italien de 1945 à 1991, eut achevé sa social-démocratisation en se dissolvant pour fonder le Parti démocratique de gauche [2]. Le regroupement en 1991 de cette minorité avec les militants de la gauche radicale a donné naissance au Parti de refondation communiste (PRC), une organisation réformiste radicale, oscillant entre l'alternance gouvernementale en alliance avec le centre-gauche et le soutien aux mobilisations populaires. L'entrée du PRC au gouvernement en 2006 et son alignement sur la gestion libérale de Romano Prodi entrainera un éclatement du parti et son naufrage électoral en 2008. Sinistra critica [3] constitue une des organisations issues de l'éclatement du PRC. Regroupant plus d'un millier de militants, opposés au tournant gouvernemental du PRC, elle se donne pour but la construction d'un nouveau parti et participe à la gauche anticapitaliste européenne.

En Allemagne, la radicalisation à l'Ouest des années 1960 a été en partie captée et institutionnalisée par le Parti Vert et la gauche révolutionnaire fut marginalisée, mais l'adaptation de la social-démocratie au libéralisme y a provoqué des scissions et des départs. Le Parti du socialisme démocratique (PDS), issu du parti d'État est-allemand a été maintenu à l'écart et n'a pas pu — comme dans bien d'autres pays de l'Europe de l'Est — rejoindre l'Internationale socialiste. Die Linke (La Gauche), le nouveau parti de gauche fondé en 2007 à la suite de la fusion du PDS avec l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG) — regroupement des courants issus de la social-démocratie et des courants révolutionnaires — reste fidèle à un schéma d'unité de la gauche avec la social-démocratie, dans un cadre institutionnel d'alternance électorale, bien que des courants de gauche anticapitalistes, minoritaires, militent aussi en son sein. Si elle polarise une partie de la jeune génération, Die Linke reste largement structurée par les générations précédentes. Elle domine aujourd'hui le Parti de la gauche européenne (PGE), qui regroupe en majorité des partis issus de la tradition communiste.

Au Portugal, le nouveau parti c'est le Bloc de gauche, construit à partir de 1999 sur la base de l'alliance des organisations de la gauche révolutionnaire — le Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale) - l'Union démocratique populaire (ex-maoïste pro-albanais) — et Política XXI, un petit courant qui a rompu sur la gauche avec le PC portugais. S'il a rejoint le PGE, il s'oppose à toute politique d'alternance et d'alliance gouvernementale avec la social-démocratie et participe à la construction d'un pôle de la gauche anticapitaliste en Europe. A son congrès de février 2009 le Bloc annonçait : « *Le projet du PS pour 2009 est dans la continuité des politiques qui ont conduit au développement du chômage, de la précarité et de la pauvreté, que ce soit pour obtenir une majorité absolue ou pour recourir à la formation d'un bloc du centre. Casser cette majorité absolue du PS et combattre la politique du bloc du centre constitue la stratégie de la gauche socialiste. C'est pourquoi le Bloc de gauche ne participera pas à un gouvernement avec le PS, parce que les programmes sont contradictoires. Il n'acceptera aucune collaboration avec un*

*gouvernement du PS ou du bloc du centre, car quatre années de gouvernement Sócrates [4] ont démontré que ces politiques doivent être battues.* » Au sein de ce parti les militantes et militants issus des organisations fondatrices ne sont plus qu'une petite minorité des 7 000 membres, même si, du fait de leur expérience, ils y jouent le rôle d'animateurs.

Le Parti socialiste écossais (SSP) a été fondé, également en 1999, à l'initiative du courant trotskiste exclu du Parti travailliste, connu par le nom de son journal, *The Militant*, qui avait joué un rôle important dans le victorieux mouvement contre la poll tax [5] et qui a décidé de fondre son organisation dans un nouveau parti construit en commun avec des personnalités issues de la gauche nationaliste écossaise, du PC et des mouvements sociaux. Le SSP s'est engagé d'emblée dans la construction de la gauche anticapitaliste européenne — aux côtés de la Ligue communiste révolutionnaire de France, du Bloc de gauche portugais et de l'Alliance Rouge et Verte danoise. En 2003, avec 130 000 voix, il a obtenu six député(e)s dans le Parlement écossais, apparaissant comme l'opposition de gauche au Parti travailliste en Écosse. Ce projet a subi un sérieux recul du fait d'une scission intervenue en 2006. Affaibli, le SSP a cependant récupéré peu à peu des forces. Un point d'inflexion a été l'élection législative partielle du 24 juillet 2008 à Glasgow Est, où sa candidate est arrivée en tête des candidats de la gauche, obtenant deux fois les votes des Verts, qui disposent de deux députés [6].

La fondation en France du NPA [7] a permis une accélération du processus du renouveau de la gauche européenne.

En novembre 2008 les militants de l'Espace alternatif ont définitivement rompu tout liens avec le parti Gauche Unie pour construire dans l'État espagnol une Gauche anticapitaliste (*Izquierda anticapitalista*, IA). Ayant recueilli plus de 18 000 signatures lui permettant de présenter une liste aux élections européennes de juin 2009, IA œuvre à la construction d'une alternative anticapitaliste, indépendante du social-libéralisme et des forces satellisées par lui, mettant à l'ordre du jour la rupture avec les actuelles politiques et se positionnant au cœur des luttes sociales. Elle cherche à contribuer à la mise en place d'un outil de lutte efficace au service des secteurs populaires face à la mondialisation capitaliste.

En Belgique, la Ligue communiste révolutionnaire et le Parti socialiste de Lutte [8] ont décidé de présenter ensemble une liste aux élections européennes dans la zone francophone. Ils présentent également une liste anticapitaliste aux élections régionales de Bruxelles, élargie au PC belge et au Parti humaniste.

En Suède, le Socialistiska Partiet ([9] et le Rättvisepartiet Socialisterna [10] ont décidé de se présenter ensemble aux élections européennes en construisant la liste de l'Initiative des travailleurs (*ArbetsInitiativet*). Fait significatif, alors que le syndicalisme suédois est étroitement contrôlé par la social-démocratie, *ArbetsInitiativet* a obtenu le soutien de représentants locaux du syndicat des métallurgistes ainsi que celui des syndicats de mineurs.

Si la gauche radicale et révolutionnaire est particulièrement puissante en Grèce, elle est aussi très fragmentée. Depuis 2004 le principal parti réformiste de gauche, *Synaspismos*, a constitué avec plusieurs organisations révolutionnaires une Coalition de la gauche radicale (*Syriza*), qui a fait l'an dernier une percée remarquable dans les sondages. Faisant partie du PGE, *Synaspismos* participe également aux rencontres de la gauche anticapitaliste européenne, ne collabore pas avec le PASOK (social-libéral) à la gestion des municipalités des grandes villes et refuse l'idée d'un gouvernement avec lui. D'autres organisations révolutionnaires ont construit une Coordination Anticapitaliste de Gauche pour le Renversement (*Syriza*) qui aspire à regrouper la gauche anticapitaliste. Si les deux coalitions sont en concurrence en Grèce, elles participent ensemble aux réunions de la gauche anticapitaliste européenne.

## De la défense des salariés à l'anticapitalisme

La situation est très différente dans la « nouvelle Europe ». Le stalinisme et ses « mensonges déconcertants » d'abord, la restauration capitaliste ensuite, y ont créé une confusion idéologique jusqu'à faire perdre le sens des concepts tels que « gauche », « droite », « socialisme », etc. Les travailleurs ont assisté à la transformation des directeurs de leurs entreprises publiques en PDG et souvent en propriétaires des entreprises privatisées. Les anciens partis d'État, appelés « ouvriers » ou « communistes », se sont emparés des étiquettes « socialistes » ou « sociaux-démocrates », se sont proclamés être « la gauche » après avoir conduit la restauration du règne du capital, tout en se distanciant du « marxisme » [11] qu'ils jugeaient « passé de mode ». Ils ont été accueillis à bras ouverts dans le Parti socialiste européen. Cette « gauche » autoproclamée a bénéficié un temps des déceptions de la population, a pu profiter de l'alternance pour revenir à la tête des gouvernements, mais une fois revenue, elle a poursuivi voir accentué la politique ultra-libérale. Pays dominés en Europe et dans le monde, la question nationale y ouvre la voie aux idéologies nationalistes et à toutes sortes de chauvinismes.

Efficacement réprimée de 1945 à 1989, la gauche révolutionnaire y a disparu. Après 1989 ceux qui la recherchaient n'ont trouvé que l'éparpillement des nombreux groupes occidentaux et ont été immédiatement engagés dans des querelles théorico-politiques qui les dépassaient.

La Pologne est le seul de ces pays où un syndicalisme indépendant de masse — dix millions d'adhérents dans le syndicat indépendant et autogéré « Solidarité » issu des comités de grève lors de la montée révolutionnaire de 1980-1981 — est apparu avant la restauration capitaliste. Efficacement réprimée après l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981, sa direction, coupée du contrôle des militants d'entreprise, s'est autonomisée et a fini par céder en 1985 aux sirènes néolibérales. En 1989 elle a accepté un compromis avec la bureaucratie qui, dès 1988, avait entamé le processus des privatisations : acceptation du modèle capitaliste en échange de la démocratie parlementaire et de la levée de l'interdiction du syndicat.

Une partie de cadres syndicalistes issus de la clandestinité ont refusé ce compromis, fondant « Solidarité 80 », un syndicat combatif, tentant de défendre les intérêts des salariés mis à mal par la restauration capitaliste, le chômage massif qui venait d'apparaître, le blocage des salaires alors que l'inflation galopait. Faisant face à un gouvernement au sein duquel les bureaucrates dictateurs côtoyaient leurs anciens camarades de la clandestinité et à des patrons généralement issus de la vieille bureaucratie, ces syndicalistes radicaux considéraient que le changement n'avait pas eu lieu et étaient sensibles aux sirènes de la droite anticommuniste. En 1992 ce syndicat a appelé à une grève générale qui n'a été réellement organisée que dans la région industrielle de Silésie (mines, sidérurgie, etc.) car les principaux dirigeants nationaux de « Solidarité 80 », issus du chantier naval de Szczecin en faillite, négociaient la privatisation de leur entreprise et la participation du syndicat dans cette privatisation. Les syndicalistes silésiens ont alors décidé de fonder un nouveau syndicat, « Sierpien 80 » [12]. Un syndicat de lutte, le seul en Pologne dont les statuts lui interdisent une participation au capital, structuré sur le modèle des comités de grève — pas de branches ou de syndicats de métiers mais une fédération des syndicats d'entreprises. Un syndicat qui défend les revendications et la dignité des travailleurs jusqu'au bout.

Lorsqu'en 1996 la direction du syndicat « Solidarité » s'est dotée d'une représentation politique (Action électorale « Solidarité », AWS), remportant les élections législatives de 1997 et constituant un gouvernement ultra-libéral dans le cadre d'une « cohabitation » avec le président Kwasniewski [13], les syndicalistes de « Sierpien 80 » ont commencé à chercher les moyens pour garantir une représentation politique des travailleurs. Ils ont d'abord contacté des députés qui se revendiquaient de la tradition antibureaucratique et critiques envers la cohabitation entre les ex-

staliniens et les ex-opposants, se situant donc à la droite de l'échiquier politique polonais. Ces contacts ont conduit les militants du syndicat à participer à la coalition électorale avec des courants de droite [14]

## **Le Parti polonais du travail (PPP)**

L'échec de ces tentatives a conduit la Commission nationale de coordination du syndicat « Sierpien 80 » à proclamer en novembre 2001 un parti politique, basé sur les militants syndicaux, sous le nom « Alternative — Parti du travail », qui deviendra en 2004 le Parti polonais du travail (PPP). En 2005, son dirigeant historique, Daniel Podrzycki, candidat aux élections présidentielles mènera une campagne électorale centrée sur la défense des intérêts des travailleurs, exigeant en particulier le retour aux revendications qui furent à l'origine du nouveau mouvement syndical polonais : « *le socialisme, oui ! les déviations, non !* ». Il mourra dans un accident de voiture inexplicable deux semaines avant le scrutin [15].

Le PPP fait penser aux débuts des partis politiques socialistes en Europe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les syndicalistes des mines, de la sidérurgie, de l'automobile, de l'aéronautique et depuis 2008 aussi des hypermarchés Tesco en forment l'ossature. Engagé courageusement auprès du petit mouvement féministe en lutte pour le droit à l'avortement et la défense des droits des homosexuel(le)s, mettant ses forces au service des mobilisations de la jeunesse, le PPP s'est élargi à d'autres couches sociales, en particulier à la jeunesse. Issu de la lutte clandestine contre la domination bureaucratique, au fur et à mesure de la restauration capitaliste ses militants ont compris que la politique menée par le gouvernement vise en premier lieu la liquidation des acquis sociaux que le régime précédent avait été obligé d'accorder aux travailleurs. Leur défense intransigeante de ces acquis les a conduit vers l'anticapitalisme. Des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale et le petit groupe révolutionnaire lié au Comité pour une Internationale ouvrière l'ont rejoint.

A partir de 2005 ils ont établi des contacts et commencé des discussions avec les militants de la Ligue communiste révolutionnaire et avec ceux du Parti de la gauche européenne. C'est avec la LCR qu'ils ont trouvé le plus d'engagements communs et la fondation du NPA les a enthousiasmé. Présents aux conférences anticapitalistes européennes à Paris et à Strasbourg, ils ont pris la décision de présenter des listes aux élections européennes, main dans la main avec les autres forces anticapitalistes d'Europe. Ils ont rassemblé les 130 000 signatures nécessaires et présentent des listes dans les treize circonscriptions électorales. Ces listes se démarquent de toutes les autres par le plus grand nombre de candidates (43 %), une moyenne d'âge inférieure et le rôle que des dirigeants syndicaux y jouent. Outre ceux du syndicat « Août 80 », on y remarque la présence de syndicalistes des chantiers navals et des services publics médicaux d'urgence, en lutte contre la privatisation. Leszek Swietczak, président du syndicat « Stocznowiec » (« Travailleur du chantier naval »), tête de liste dans la région de Gdansk, expliquait récemment dans une interview : « *J'ai longtemps réfléchi si je dois accepter la proposition de conduire une liste électorale. J'ai considéré qu'il faut tenter, car nos représentants n'accomplissent pas leurs tâches. Prenons les chantiers navals, aucun de nos députés européens ne s'est engagé pour les défendre. Il faut changer cela. Pour représenter la Pologne dans l'Union européenne il faut choisir ceux qui lutteront pour nos intérêts. J'ai demandé à mes camarades syndicalistes si je dois être candidat et leur réponse fut unanime : Tu dois le faire !* » [16] Janusz Glebski, président du syndicat national des services de secours, sixième sur la liste du PPP dans la région de Lodz, disait : « *Sommes-nous membres de l'Union européenne ou non ? Nous le sommes, donc on doit avoir les mêmes salaires. Je voudrais que les secours médicaux soient publics dans tous les pays de l'Union, correctement rétribués, efficaces et ayant un avenir. C'est important pour les salariés de la même façon que pour tous les citoyens.* » [17], qui a évolué vers des positions nationalistes de gauche.]]

Lors de la convention électorale du PPP, le 16 mai, Boguslaw Zietek, président du syndicat « Sierpien 80 » a appelé de ses vœux la constitution d'un parti anticapitaliste européen, dont le PPP souhaiterait faire partie aux côtés du NPA et, s'adressant à Olivier Besancenot présent, il a remercié le NPA pour les initiatives que le nouveau parti français a déjà prises dans cette direction.

La campagne pour les élections européennes de juin 2009 peut ainsi servir d'occasion pour affirmer un pôle anticapitaliste, dans plusieurs États membres, de la « vieille » comme de la « nouvelle » Europe. Ce sera un premier pas pour que tous ceux qui se croisent dans les luttes et les campagnes politiques à l'échelle européenne, qui sont anticapitalistes et qui défendent jusqu'au bout les intérêts des travailleurs, puissent fonder un parti européen.

---

## P.-S.

\* Paru dans Inprecor n° 549-550 de mai-juin 2009.

\* Jan Malewski, rédacteur d'Inprecor, est membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale et militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France).

---

## Notes

[1] Raoul M. Jennar, « Une Europe des marchands et des banquiers » *Tout est à nous La Revue* n° 1, mai 2009.

[2] Le Parti démocratique de gauche, devenu en 1998 les Démocrates de gauche en absorbant des petites organisations issues entre autres de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste italien, a été dissous en 2007 pour créer le Parti démocrate avec les démocrates chrétiens de La Marguerite de Romano Prodi.

[3] Gauche critique, voir l'article en p. ...

[4] José Sócrates est secrétaire général du Parti socialiste portugais depuis septembre 2004 et premier ministre depuis mars 2005. Le PS a obtenu la majorité absolue aux législatives du 20 février 2005.

[5] Margaret Thatcher, premier ministre conservateur, avait imposé un impôt local par tête, indépendant des ressources (mais avec une réduction pour les plus démunis), en 1989/1990 en Écosse et en 1990/1991 en Angleterre et dans le Pays de Galles. Le mouvement de refus du paiement de cette taxe — dans certaines zones près d'un tiers de la population refusait de la payer — a forcé le successeur de M. Thatcher, le conservateur John Major, de revenir en arrière.

[6] Voir en p. ... l'article présentant les positions du SSP.

[7] Le Nouveau parti anticapitaliste, lancé à l'initiative de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) et fondé en février 2009. Cf. dans Inprecor et sur ESSF Pierre Rousset, [France : Qu'y a-t-il de neuf dans la fondation du Nouveau Parti Anticapitaliste ?](#) et Guillaume Liégard, [France : le Nouveau Parti Anticapitaliste, une naissance prometteuse.](#)

[8] La Ligue communiste révolutionnaire (précédemment Parti ouvrier socialiste) est le nom de la section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les régions francophones, le Parti socialiste de lutte est

la section belge du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO/CWI). Voir l'article en p. ...

[9] Parti socialiste (SP) est la section suédoise de la IV<sup>e</sup> Internationale. La social-démocratie suédoise portant ce nom, le terme « socialiste » y signifie « révolutionnaire non stalinien ».

[10] Parti des socialistes pour la justice (RS) est la section suédoise du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO/CWI).

[11] Ce qui en URSS et dans les pays de l'Est portait le nom de « marxisme » n'avait rien de commun avec une théorie critique d'analyse sociale. C'était une l'idéologie officielle visant à justifier la domination bureaucratique, largement contradictoire terme à terme. L'enseignement de ce « marxisme » visait de plus à inculquer les citations et non à faire comprendre les écrits classiques.

[12] « Août 80 », référence à la grève quasi générale et victorieuse, qui a imposé le 31 août 1980 le droit de construire des syndicats indépendants à l'issue des négociations publiques avec le comité de grève interentreprises de Gdansk, qui a abouti à la reconnaissance du premier syndicat indépendant autogéré « Solidarité » et à une montée révolutionnaire de 16 mois.

[13] Aleksander Kwasniewski (1954-), membre du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) de 1977 à 1990 puis fondateur du parti social-démocrate qui l'a remplacé, a été ministre sous la dictature du général Jaruzelski de 1985 à septembre 1989. Président de la République de Pologne de 1995 à 2005 (deux mandats successifs).

[14] La coalition « Alternative — Mouvement social » a été constituée, entre autres, par le syndicat libre « Sierpien 80 », l'Entente nationale des retraités et pensionnés, le Parti écologiste polonais — les Verts, la Confédération de la Pologne indépendante « Patrie » (KPN-Ojczyzna), la Renaissance nationale polonaise et quelques députés de l'Union nationale-chrétienne. Aux élections de septembre 2001 elle obtint 54 266 suffrages (0,42 %). A noter qu'en mai 2001 les députés de cette coalition ont invité en Pologne le secrétaire du Front national, Bruno Gollnisch, qui a rencontré les syndicalistes et déposé avec eux une gerbe devant la monument à la mémoire des mineurs grévistes de la mine Wujek, assassinés le 17 décembre 1981. Cette rencontre et les désaccords, notamment sur la réforme du code du travail — « Sierpien 80 » mobilisait alors contre le projet de loi modifiant ce dernier — ont fait comprendre aux syndicalistes que la rencontre avec Gollnisch était le fruit d'un malentendu... En effet dans le numéro de Kurier Zwiaskowy (hebdomadaire gratuit du syndicat) du 16 mai rendant compte de la visite de Gollnisch en Silésie, Boguslaw Zietek écrivait à propos de la réforme du Code du travail, que « les députés arguent fallacieusement que la libéralisation du droit du travail va conduire à l'apparition de nouveaux emplois et à une réduction du chômage croissante » alors que « son unique but est de reprendre les droits et les garanties que le Code du Travail assure aux salariés. Ces modifications conduiront à accroître la liberté d'action des employeurs dans leurs relations avec les salariés. »

[15] Cf. Zbigniew Kowalewski, « Mort sur la route de la construction d'un parti ouvrier », Inprecor n° 511/512 de novembre-décembre 2005.

[16] *Trybuna Robotnicza* n° 128 du 7 mai 2009.

[17] *Trybuna Robotnicza* n° 128 du 7 mai 2009.